



PRÉFÈTE DE LA NIÈVRE

**Préfecture de la Nièvre
Secrétariat Général**

Direction du pilotage interministériel

Pôle environnement et guichet unique ICPE

58-2019-01-11-004

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

portant mise en demeure à la société DEROMÉDI CARRIÈRES de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 99-P-4664 du 22 décembre 1999 pour l'exploitation d'une carrière de pierres calcaires avec unité de concassage-criblage, sur le territoire des communes d'ENTRAINS-SUR-NOHAIN et de CIEZ

LA PRÉFÈTE DE LA NIÈVRE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1, L. 512-20, L. 514-5 ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 99-P-4664, délivré le 22 décembre 1999, au bénéfice de la société DEROMÉDI CARRIÈRES pour l'exploitation d'une carrière de pierres calcaires avec unité de concassage-criblage sur le territoire des communes d'ENTRAINS-SUR-NOHAIN et de CIEZ, aux lieux-dits « Les Usages de Jussy » et « Les Rocs », qui concerne notamment les rubriques 2510 et 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le rapport de l'Inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 7 décembre 2018, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** l'absence de réponse de l'exploitant au rapport susvisé ;
- CONSIDÉRANT** que l'article 21-1 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1999 susvisé prescrit :
« Après réalisation de la découverte, les matériaux seront extraits en laissant en place des gradins d'une hauteur ne pouvant excéder 15 m, séparés par des banquettes d'une largeur minimale de 10 m » ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite du 17 octobre 2018 et de l'examen des plans de suivi d'exploitation, l'Inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté :

- la réalisation de travaux de foration préparatoires à un tir de mines sur un étage intermédiaire de la carrière sur le secteur « Chalumeau inférieur », dans le prolongement d'un tir précédent, avec la réalisation de trous situés à moins de 10 m de la paroi en surplomb ne permettant pas de garantir après le tir la conservation de banquettes de sécurité d'une largeur minimale de 10 m séparant les deux gradins d'exploitation de 12 et 13 m de hauteur chacun,
- l'absence de banquettes de 10 m de largeur minimale séparant les fronts d'exploitation successifs de hauteur maximale de 15 m sur la majeure partie du site d'exploitation,

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article n° 21-1 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1999 susvisé ;

CONSIDÉRANT que face, à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société DEROMÉDI CARRIÈRES de respecter les prescriptions de l'article 21-1 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1999 susvisé ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET

La société DEROMEDI CARRIÈRES, exploitant une carrière de roches calcaires sise aux lieux-dits « Les Usages de Jussy » et « Les Rocs » sur les communes d'ENTRAINS-SUR-NOHAIN et de CIEZ, est mise en demeure :

- dès la notification du présent arrêté, de respecter les prescriptions prévues à l'article 21-1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 décembre 1999 susvisé, en assurant la conservation d'une banquette de 10 m de largeur minimale séparant deux fronts d'exploitation successifs dans la poursuite des travaux d'extraction des matériaux ;
- dans le délai d'un mois, à compter de la notification du présent arrêté, de fournir à l'Inspection des installations classées un échéancier de mise en conformité des fronts d'exploitation et des banquettes aux prescriptions de l'article 21-1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 décembre 1999 susvisé.

Durant la période transitoire de mise en conformité, la sécurité aux abords des fronts d'exploitation incriminés devra être assurée par tout moyen approprié (merlons, pièges à blocs, etc.).

ARTICLE 2 – SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le Tribunal Administratif de DIJON peut également être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 4 – EXÉCUTION

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre,
- M. le Sous-Préfet de COSNE-COURS-SUR-LOIRE,
- M. le Sous-Préfet de CLAMECY par intérim,
- MM. les maires des communes d'ENTRAINS-SUR-NOHAIN et de CIEZ ,
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Nièvre, dont une copie sera notifiée à M. le Directeur de la société DEROMÉDI CARRIÈRES et dont l'original sera transmis à M. Directeur des archives départementales de la Nièvre.

Fait à Nevers, le 11 JAN. 2019

La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général

Stéphane COSTAGLIOLI

